



SITUATION FINANCIÈRE DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

**Prévision
pour les années
2013 et 2014**

Septembre 2013





Situation financière de l'Assurance chômage

26 septembre 2013

Prévision pour les années 2013 et 2014

Cette note présente la prévision de la situation financière de l'Assurance chômage pour les années 2013 et 2014, les dépenses et recettes étant désormais stabilisées jusqu'à la fin août 2013. Cette prévision est conçue sur les règles d'indemnisation en vigueur.

PRINCIPALES EVOLUTIONS MACROECONOMIQUES

Croissance

- + Selon les premiers résultats publiés par l'Insee le 14 août, la **croissance en France** a rebondi de +0,5% au 2^{ème} trimestre 2013, après un recul de -0,2% aux deux trimestres précédents. L'acquis de croissance pour 2013 s'élève à +0,1% en moyenne annuelle, après une croissance nulle en 2012. Ce résultat, meilleur qu'attendu dans la prévision de mai, s'explique principalement par un mouvement de restockage des entreprises et par l'accélération des dépenses de consommation des ménages.
- + Les dernières informations conjoncturelles font état d'une amélioration des perspectives d'**activité** en France. L'indicateur synthétique du climat des affaires s'est stabilisé en septembre, après quatre mois consécutifs de redressement ; il est désormais proche de sa moyenne de long terme. Cependant, sur le marché du travail, les **destructions d'emploi salarié** dans les secteurs marchands se sont poursuivies au 2^{ème} trimestre 2013 : -34 600 postes après -4 700 au trimestre précédent. L'emploi intérimaire, qui avait soutenu l'emploi salarié au trimestre précédent, s'est à nouveau replié au 2^{ème} trimestre 2013 (-4 300 emplois).
- + Suite au rebond de PIB du 2^{ème} trimestre, le Consensus des économistes a fortement revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2013 : le PIB progresserait ainsi de +0,1%, soit 0,3 point de plus que dans la prévision de mai. En 2014, la croissance s'établirait à +0,8%. La prévision d'équilibre financier de l'Unédic, qui s'appuie sur ce Consensus, table sur un fort ralentissement de la croissance au 3^{ème} trimestre 2013¹. L'activité augmenterait ensuite de manière très graduelle jusqu'à la fin de l'année 2014. En outre, l'inflation serait limitée à +1,0% en moyenne annuelle en 2013 et à +1,5% en 2014.

¹ Cela s'expliquerait par le niveau des stocks jugé désormais conforme à la normale et par le ralentissement de la consommation des ménages (pouvoir d'achat pénalisé par la hausse des taxes et impôts, et par le marché du travail dégradé).

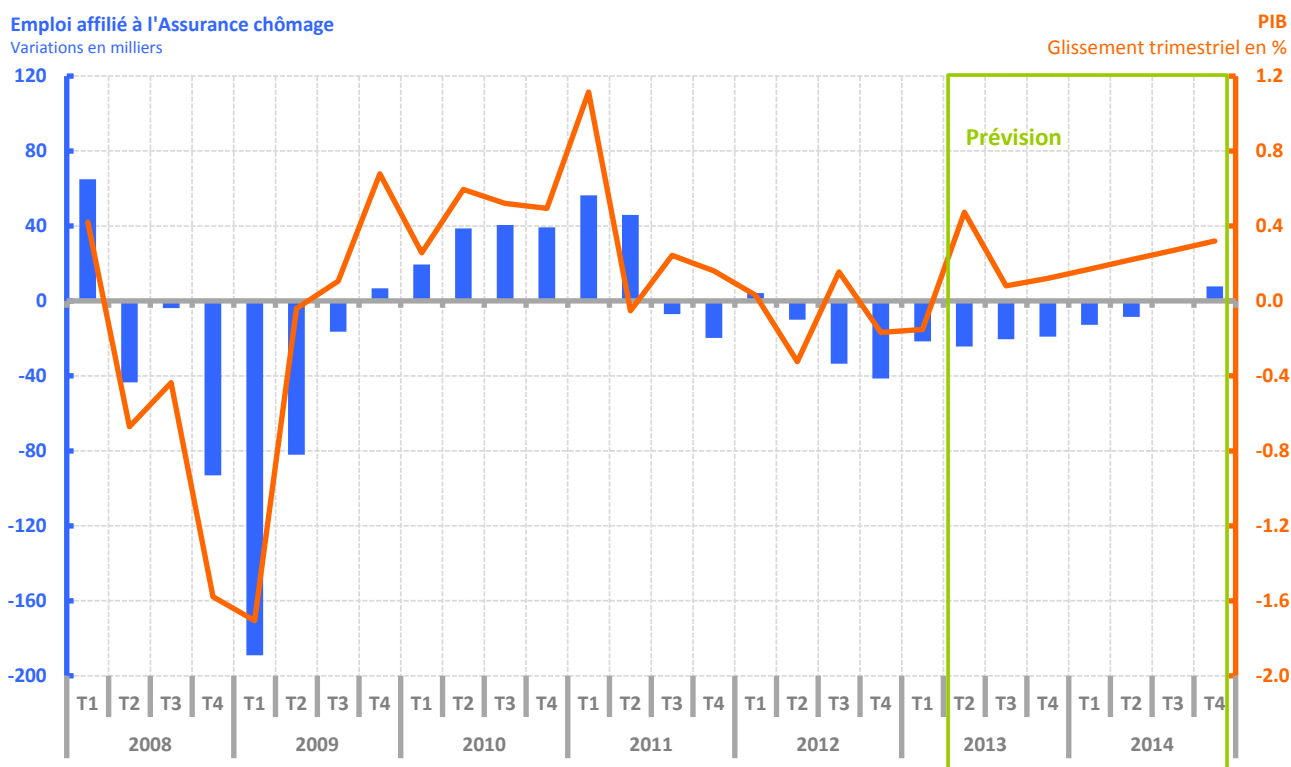
Emploi affilié et masse salariale

- + Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, l'emploi affilié à l'Assurance chômage est en recul, conjointement à la détérioration des perspectives de croissance. Ce repli s'est légèrement atténué au 1^{er} trimestre 2013 : -21 600 postes, après respectivement -33 500 et -41 400 postes aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2012.

En raison de la faiblesse de l'activité et des délais habituels d'ajustement de l'emploi à la croissance, les destructions d'emploi affilié à l'Assurance chômage se poursuivraient en 2013. Ce recul de l'emploi serait légèrement atténué par les premiers effets du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)². Au final, sur l'année 2013, 85 400 postes seraient détruits.

En 2014, sous les effets conjoints de la légère progression du PIB et de la montée en charge des effets du CICE, les destructions d'emplois affiliés à l'Assurance chômage ralentiraient. Quelques emplois affiliés pourraient être créés au 4^{ème} trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, les destructions d'emploi affilié à l'Assurance chômage seraient de 14 100 postes.

Graphique 1 - Préviction de croissance et d'emploi affilié à l'Assurance chômage



Sources : Insee, Pôle emploi, Prévisions Unédic.

- + Au 2^{ème} trimestre 2013, le **saire moyen par tête (SMPT)** a augmenté de +1,0%, après la faible progression observée au 1^{er} trimestre (+0,2%). Cette hausse s'explique en partie par des phénomènes exceptionnels. L'acquis de croissance du SMPT s'élève ainsi à +1,6% en moyenne

² Cette mesure, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, équivaut à une baisse de cotisations sociales, entraînant une diminution des coûts du travail. Selon les estimations faites par l'OFCE fin 2012, le CICE engendrerait 23 000 créations d'emplois en 2013 et 46 000 en 2014.

annuelle pour 2013, après une progression de +2,2% en 2012. Au final, en 2013, le SMPT ralentirait à +2,0%, en lien avec le ralentissement de l'inflation et la hausse du chômage. En 2014, il accélérerait légèrement (+2,1%), avec l'amélioration du marché du travail.

- + Au 2^{ème} trimestre 2013, la **masse salariale** a augmenté de +0,8%, conjointement à l'accélération du SMPT. Elle avait stagné le trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2013, la masse salariale serait à la fois pénalisée par le recul de l'emploi et par le ralentissement des salaires, ce qui conduirait à une progression de +1,3%, après +2,1% en 2012. Elle accélérerait à nouveau en 2014 (+1,7%), principalement suite au ralentissement des destructions d'emplois affiliés.

Chômage

- + Sous l'effet des destructions d'emplois, le nombre de **demandeurs d'emploi** tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (**catégorie A**) a poursuivi sa hausse au 2^{ème} trimestre 2013, mais à un rythme ralenti : +54 800 inscrits, après +99 200 au 1^{er} trimestre.

Sur le reste de l'année 2013, le nombre d'inscrits en catégorie A ralentirait très nettement, jusqu'à une quasi-stabilité : respectivement +12 000 et +3 000 inscrits aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2013. Au final, on dénombrerait 3 294 200 inscrits en catégorie A en décembre 2013, soit +168 800 inscrits sur l'ensemble de l'année.

Ce fort ralentissement au second semestre 2013 serait favorisé par trois facteurs. D'une part, la baisse de l'emploi dans le secteur marchand serait compensée par la hausse des effectifs dans le secteur non marchand, en lien avec l'augmentation des emplois d'avenir et des contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE). Il en résulterait des créations d'emploi dès le 3^{ème} trimestre 2013. D'autre part, l'élargissement des possibilités de départ à la retraite à 60 ans se traduirait par un ralentissement de la population active en 2013. Enfin, la mise en place de 30 000 places de formation supplémentaires d'ici la fin de l'année viendrait également freiner la progression de la catégorie A.³

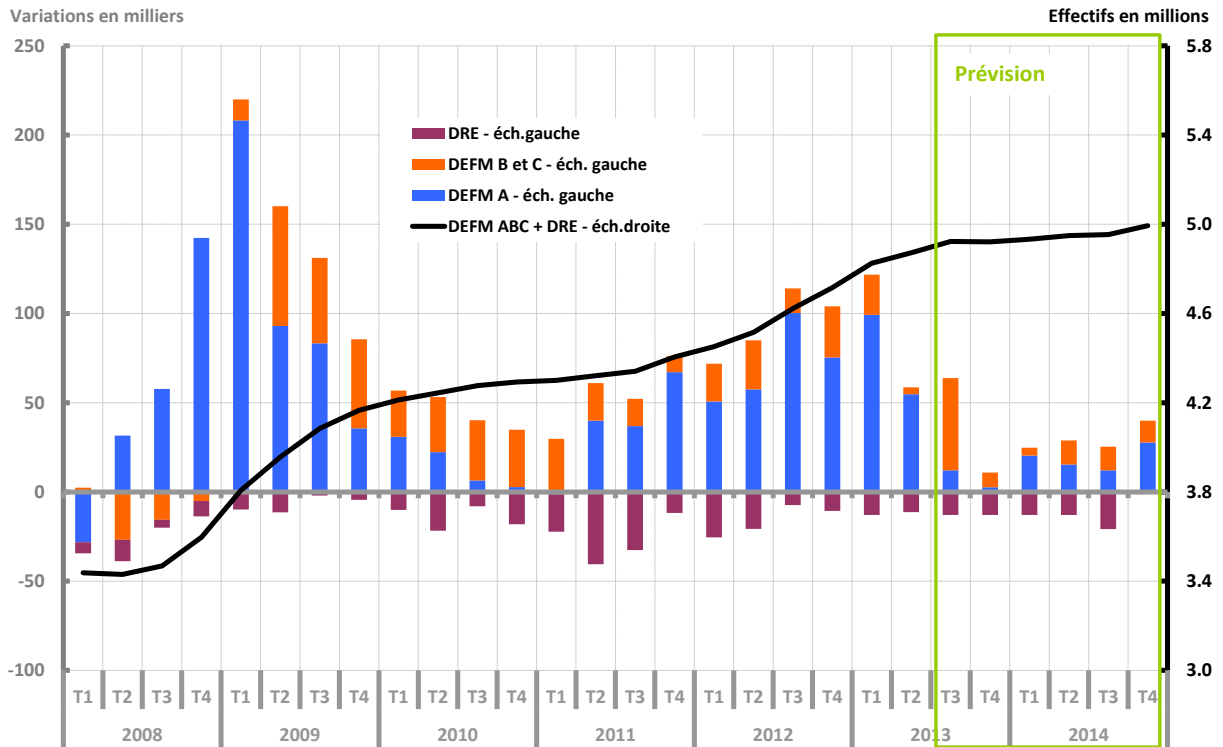
En 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A progresserait à nouveau ; on dénombrerait ainsi +75 600 inscrits sur l'année. En effet, l'emploi total progresserait grâce au ralentissement des destructions d'emploi marchand et aux emplois d'avenir et CUI-CAE, mais cela ne serait pas suffisant pour compenser le dynamisme de la population active.

- + Dans un contexte conjoncturel dégradé, les activités professionnelles occasionnelles ont manqué de dynamisme sur la période récente et la hausse des demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et ayant exercé dans le mois une activité rémunérée courte ou à faible intensité horaire (**catégories B et C**) a fortement ralenti au 2^{ème} trimestre 2013 : +3 800 inscrits, après +22 500 au trimestre précédent. Cependant, sous l'effet de l'amélioration de la croissance, la part des demandeurs d'emploi de catégories B et C augmenterait au sein des demandeurs d'emploi, au second semestre. Au final, sur l'ensemble de l'année 2013, on compterait +86 100 inscrits. En 2014, conjointement au ralentissement du chômage, la hausse des inscrits en catégories B et C serait réduite de moitié (+43 300 inscrits).

³ Les demandeurs d'emploi débutant une formation sont reclassés dans la catégorie D qui regroupe les personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, non tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc.).

- + Suite à l'arrêt des entrées dans le dispositif des **dispensés de recherche d'emploi (DRE)** en 2011, l'effectif des DRE a continué à diminuer au 1^{er} semestre 2013 (-24 200 inscrits). Sa baisse se poursuivrait : -50 000 inscrits au total en 2013 et -46 600 inscrits en 2014. Le dispositif disparaîtrait fin 2014.
- + Au final, l'accroissement du **potentiel indemnisable** (DEFM A,B,C + DRE) serait de +204 900 en 2013 puis ralentirait à +72 400 en 2014, après +310 900 en 2012.

Graphique 2 - Prédiction de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

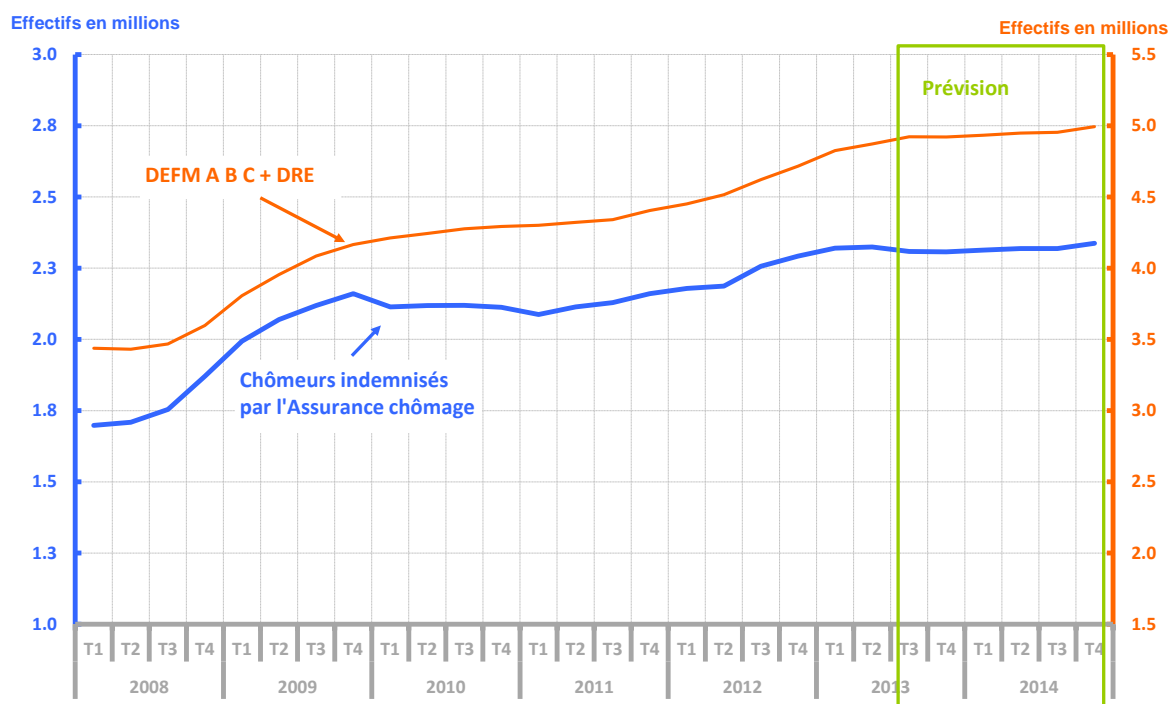


Sources : Pôle emploi, Dares, Prévisions Unédic.

Chômage indemnisé

- + Au 2^{ème} trimestre 2013, la hausse du nombre de **chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage**⁴ (+3 700, après +28 400 au trimestre précédent) a été faible comparativement à l'accroissement du nombre d'individus potentiellement indemnisables (+47 300).
- + Au 3^{ème} trimestre 2013, en cohérence avec les dépenses de l'Assurance chômage observées jusqu'à fin août, le nombre de chômeurs indemnisés (ARE) baisserait de 15 600. Par ailleurs, dès le 2^{ème} semestre 2013, les formations supplémentaires annoncées par le gouvernement commenceraient à se traduire par des transferts d'ARE en AREF pour certains chômeurs indemnisés⁵. Au 4^{ème} trimestre, conjointement à la quasi-stabilisation du potentiel indemnisable, l'effectif de chômeurs indemnisés stagnerait également. Au final, on dénomberrait 2 307 500 chômeurs indemnisés en décembre 2013, soit une hausse de +15 500 personnes sur l'année, après +131 700 en 2012.
- + Dès le 1^{er} trimestre 2014, sous l'effet de l'accélération légère du chômage, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage (ARE) s'accroîtrait à nouveau, modérément. Sur l'ensemble de l'année 2014, l'évolution serait de +29 500 personnes.

Graphique 3 - Prévion du potentiel indemnisable et des chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage



Sources : Pôle emploi, Prévisions Unédic.

Champ : Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage France entière, hors CRP, CTP, CSP, formation, données cvs.

⁴ Hors CRP, CTP, CSP, formation

⁵ Sur 2013 et 2014, les formations supplémentaires annoncées par le gouvernement engendreraient le transfert de 12 000 chômeurs indemnisés en ARE vers l'indemnisation en AREF.

EN RESUME :

Principales évolutions macroéconomiques

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une légère croissance en 2013 (+0,1% de PIB) et en 2014 (+0,8%). Le potentiel indemnisable (demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et dispensés de recherche d'emploi) croîtrait de +204 900 en 2013 puis ralentirait à +72 400 en 2014. Cela se traduirait par une hausse du nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage respectivement de +15 500 et +29 500 sur 2013 et 2014.

Tableau 1 - Principales évolutions macroéconomiques

	2012 Réalisé	2013 Prévision	2014 Prévision
Croissance, Prix, Emploi, Salaire, Chômage (moyenne annuelle en %)			
PIB	0.0%	0.1%	0.8%
Indice des prix à la consommation	2.0%	1.0%	1.5%
Emploi total	0.0%	-0.3%	0.1%
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-0.1%	-0.6%	-0.3%
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel	2.2%	2.0%	2.1%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel	2.1%	1.3%	1.7%
Chômeurs indemnisés Assurance chômage	4.4%	4.1%	0.7%
Emploi, Chômage (niveau en fin de période CVS)			
Emploi total	26 271 500	26 251 100	26 305 800
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	16 468 300	16 382 900	16 368 800
Taux de chômage BIT France Métropolitaine	10.1%	10.6%	10.8%
DEFM (cat A)	3 125 400	3 294 200	3 369 800
DEFM (cat B, C)	1 494 000	1 580 100	1 623 400
DRE	96 600	46 600	0
DEFM (cat A, B, C) + Dispensés de recherche d'emploi	4 716 000	4 920 900	4 993 300
Chômeurs indemnisés Assurance chômage	2 292 000	2 307 500	2 337 000
Emploi, Chômage (variation sur la période)			
Emploi total	-64 700	-20 400	54 700
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-80 700	-85 400	-14 100
DEFM (catégorie A)	283 800	168 800	75 600
DEFM (cat B, C)	91 200	86 100	43 300
DRE	-64 100	-50 000	-46 600
DEFM (catégorie A, B, C) + Dispensés de recherche d'emploi	310 900	204 900	72 400
Chômeurs indemnisés Assurance chômage	131 700	15 500	29 500

Emploi affilié : France métropolitaine

SMPT et masse salariale : France entière - Le champ est celui de l'Acoss, qui à la différence du champ de l'Assurance chômage, inclut les grandes entreprises nationales.

Emploi total et DEFM : France métropolitaine

Chômage indemnisé : France entière - Hors formation, CRP, CTP, CSP - Données cvs

De la prévision macroéconomique à la prévision financière

Des évolutions macroéconomiques anticipées pour la masse salariale et les chômeurs indemnisés découlent les prévisions financières.

Tableau 2 - Variations de contributions et de dépenses d'ARE et d'AREF

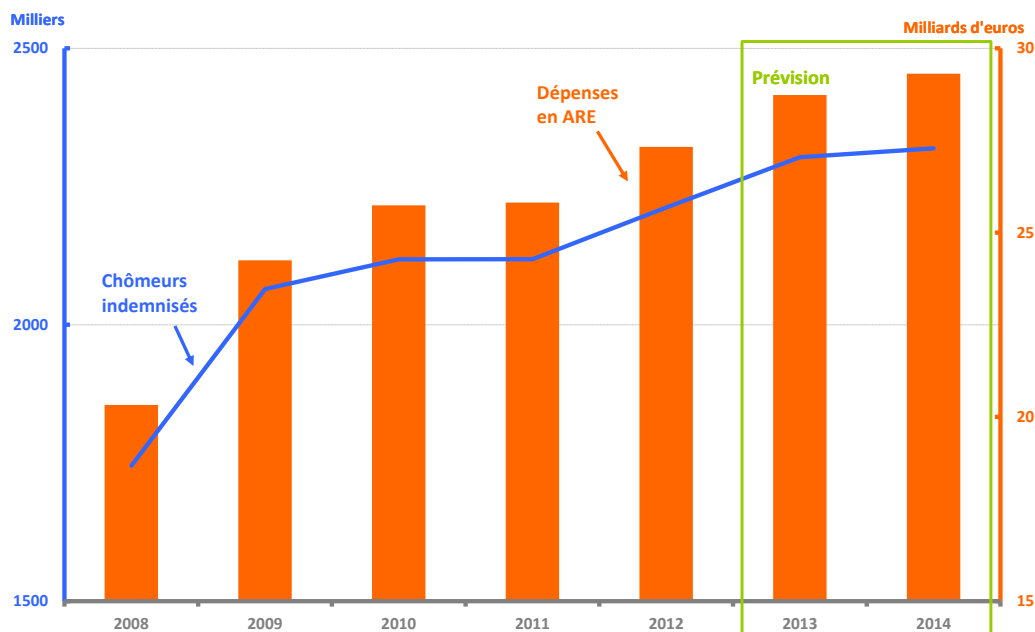
	2012 Réalisé	2013 Prévision	2014 Prévision
Emploi, Chômage, Dépenses (moyenne annuelle en %)			
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-0.1%	-0.6%	-0.3%
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel	2.2%	2.0%	2.1%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel	2.1%	1.3%	1.7%
Contributions	2.1%	1.3%	1.7%
Chômeurs indemnisés Assurance chômage	4.2%	3.9%	0.8%
Dépenses ARE-AREF	5.7%	5.0%	1.8%

Emploi affilié : France métropolitaine

SMPT et masse salariale : France entière - Le champ est celui de l'Acoss, qui à la différence du champ de l'Assurance chômage, inclut les grandes entreprises nationales.

Chômage indemnisé : France entière - Hors CRP, CTP, CSP - Données cvs

Graphique 3 - Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage et dépenses en ARE de l'Assurance chômage



Sources : Pôle emploi, Unédic, Prévisions Unédic.

Champ : Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage, France entière, hors formation, CSP, CRP, CTP, données cvs.

Situation financière de l'Assurance chômage

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une croissance légère en 2013 (+0,1% de PIB) et en 2014 (+0,8%), et d'une réglementation d'Assurance chômage inchangée.

La variation de trésorerie de l'Assurance chômage pourrait présenter un déficit de -4,1 milliards d'euros en 2013 et de -4,4 milliards d'euros en 2014.

La situation financière de l'Assurance chômage serait alors de -17,9 milliards d'euros à fin 2013 et de -22,3 milliards d'euros à fin 2014.

Tableau 3 - Situation financière de l'Assurance chômage résumée

En millions d'euros, au 31 décembre	2012 Réalisé	2013 Prévision	2014 Prévision
<i>Contributions et autres produits</i>	32 437 (+2,0%)	33 028 (+1,8%)	33 633 (+1,8%)
Total des recettes	32 466	33 060	33 653
<i>Dépenses allocataires</i>	31 871 (+5,7%)	33 784 (+6,0%)	34 574 (+2,3%)
Total des dépenses	35 193	37 291	38 245
SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-2 727	-4 232	-4 592
Éléments exceptionnels	-38	136	225
Variation de Trésorerie	-2 765	-4 096	-4 368
Situation de l'Endettement net bancaire	-13 791	-17 886	-22 254

Note : -38 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2012 et +136 M€ en 2013 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières, +225 M€ apparaissent en 2014 en prévision de produits de cessions immobilières.

Tableau 4 - Situation financière de l'Assurance chômage détaillée

En millions d'euros, au 31 décembre

	2012 Réalisé	2013 Prévision	2014 Prévision
Contributions et autres produits	32 437	33 028	33 633
Contributions	31 748	32 174	32 727
Autres produits, conventions diverses	194	219	224
Participation entreprise CSP / CRP	495	635	682
Gestion administrative	29	32	20
Total recettes	32 466	33 060	33 653

Dépenses allocataires	31 871	33 784	34 574
Allocations brutes	29 191	30 936	31 598
ARE / AREF, y compris UE	28 410	29 820	30 356
CSP / CRP / CTP, y compris équivalents ARE	1 589	1 916	2 056
Indus, avances et acomptes	-813	-805	-820
Autres allocations (décès, ...)	5	5	5
Aides	987	891	907
Aides à la reprise et création d'entreprise	858	747	761
Autres aides (adr, aide fin de droit, ...)	129	144	147
Prélèvements sociaux	-1 760	-1 839	-1 872
Caisses de retraites complémentaire	-1 200	-1 274	-1 297
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	-560	-565	-575
Reversements et compléments	3 453	3 796	3 941
Caisses de retraites complémentaire (dont précomptes)	2 893	3 226	3 361
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	560	570	580
Dépenses autres publics	45	52	55
Allocation partielle de longue durée (APLD)	26	38	50
Autres (AS-FNE, Plan rebond, ...)	19	14	5
Financement et frais de gestion opérateurs	3 140	3 244	3 296
10% Pôle Emploi	3 025	3 138	3 188
Autres frais (accompagnement CSP, recouvrements)	115	106	108
Frais de gestion et décaissements sur immobilisations	38	39	37
Intérêts nets sur emprunts⁽¹⁾	99	171	282
Total Dépenses	35 193	37 291	38 245

SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-2 727	-4 232	-4 592
------------------------------------	---------------	---------------	---------------

Éléments exceptionnels⁽²⁾	-38	136	225
---	------------	------------	------------

Variation de Trésorerie	-2 765	-4 096	-4 368
--------------------------------	---------------	---------------	---------------

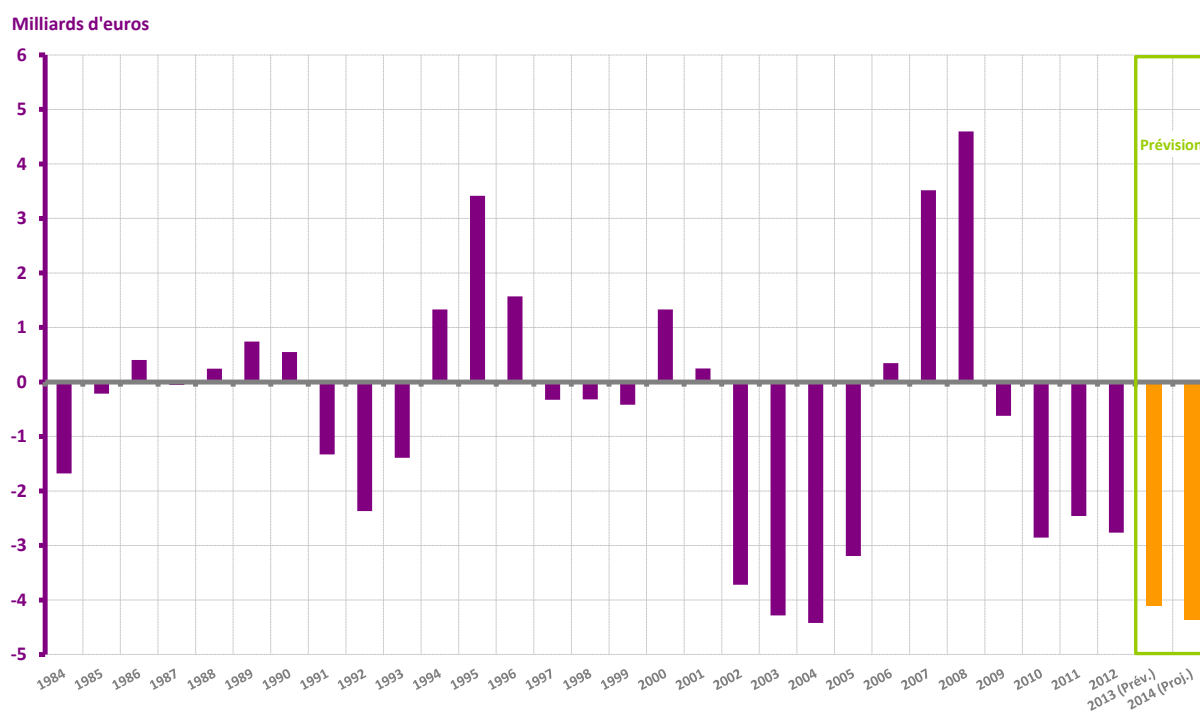
Situation de l'Endettement net bancaire	-13 791	-17 886	-22 254
--	----------------	----------------	----------------

(1) Le taux de financement net moyen pondéré était de 1,38% à fin 2012 et de 1,28% à fin août 2013.

(2) -38 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2012 et +136 M€ en 2013 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières, +225 M€ apparaissent en 2014 en prévision de produits de cessions immobilières.

Annexe 1 - Évolutions financières du régime d'Assurance chômage

Variations annuelles de trésorerie de l'Assurance chômage



Situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre (endettement net bancaire)

